The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

per
sée

Économie rurale

Tendances de développement du salariat agricole en Allemagne occidentale

Théodore Bergmann

Citer ce document / Cite this document :

Bergmann Théodore. Tendances de développement du salariat agricole en Allemagne occidentale. In: Économie rurale. N°67, 1966. pp. 97-103;

doi : https://doi.org/10.3406/ecoru.1966.1929

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1966_num_67_1_1929

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BY: creative commons

TENDANCES DE DEVELOPPEMENT DU SALARIAT AGRICOLE EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

par Théodor BERGMANN

Docteur en agronomie

Depuis 1945, l'agriculture de l'Allemagne occimentale traverse un changement profond, qui affecte ses méthodes de production, l'organisation intérieure des exploitations, sa structure agraire et sociale de la base au sommet. Le statut nouveau de l'ouvrier agricole devrait être vu et compris dans ce contexte.

Structure agraire et technique de production

La vie économique s'est normalisée graduellement depuis l'après-guerre jusqu'à 1949. Entre 1949 et 1964, le nombre des exploitations a diminué de 23 %. La plus forte diminution est constatée pour les plus petites exploitations (moins de 10 hectares de terre cultivée : — 507.000), tandis que celles de 10 à 100 hectares ont augmenté de 58.000 = soit 15 % (cf. tableau n° 1).

Tableau n° 1

Exploitations agricoles dans la République Fédérale d'Allemagne 1949-1964

ANNEE	SUPERFICIE AGRICOLE UTILE (SAU) EN HECTARES							
	0,5-2	2-5	5-10	10-20	20-50	50-100	+ de 100	TOTAL
A - *Exploitations en milliers*								
1949	602,6	555,1	404,5	256,9	112,7	12,7	3,1	1.947,6
1964	403,8	343,2	308,1	295,8	129,9	14,3	2,6	1.497,7
B - *Changements* 1964 : 1949								
en milliers	— 198,8	— 211,9	— 96,4	+ 38,9	+ 17,2	+ 1,6	— 0,5	— 449,9
en pourcent.	— 33,0	— 38,2	— 23,8	+ 15,1	+ 15,3	+ 12,6	— 16,1	— 23,1
C - *Classes d'exploitations en % du total*								
1949	30,9	28,5	20,8	13,2	5,8	0,6	0,2	100
1964	27,0	22,9	20,6	19,7	8,7	0,9	0,2	100
D - *Pourcentage de la SAU dans les classes d'exploitations*								
1949	4,8	13,6	21,1	26,2	24,0	6,1	4,2	100
1964	3,3	8,7	17,2	31,8	28,5	7,1	3,4	100

Source : Grüner Bericht 1965, pp. 34/35

Une partie des terres fut achetée ou louée par les fermes (1) viables ou devenant viables par ce processus de croissance. En même temps, les terres cultivées ont décru de 509.000 ha, soit 40 %, sans que cette décroissance influe sur la production agricole en augmentation continuelle. La vente de terres agricoles implique une réalisation de capitaux pour les cultivateurs. La limite de viabilité des fermes peut être fixée — sous toutes réserves — à une superficie de 10 ha.

(1) Ferme est pris ici généralement dans le sens d'entreprise agricole.

Mécanisation rapide, utilisation d'engrais chimiques, semences améliorées, pesticides et herbicides, achat d'aliments pour le bétail, ont influencé et changé la technique de production. Des travaux exécutés jusqu'à présent dans l'exploitation sont transférés à des entreprises de service spécialisées. Tous ces facteurs ont augmenté la productivité du travail, et en même temps, les dépenses pour les moyens de production qui devraient se substituer au travail humain.

A côté de l'agriculture, de nouvelles entreprises para-agricoles se sont formées, qui se concentrent dans la production animale indépendante de la terre. Cette production est favorisée par les progrès récents de la médecine vétérinaire, de la vaccination, de la mécanisation des travaux d'étable et des méthode de distribution de fourrage. Dans la production d'œufs, de volaille, de porc, plus tard peut-être dans l'engraissement de veaux et de gros bétail, ces entreprises pénètrent dans un secteur jusqu'ici réservé aux petites et moyennes exploitations. Les primes de production ont promu ce développement, qui correspond à la concentration de l'achat et du marché.

L'effectif des travailleurs diminue

Toutes les catégories de travailleurs de l'agriculture sont en décroissance, particulièrement les permanents et parmi eux les salariés. L'effectif des salariés des deux sexes est monté depuis l'avant-guerre (753.000) jusqu'en 1948 (près d'un million). En 1950-51, ils étaient encore 766.000. Mais en 1963-64 ils n'étaient plus que 257.000. La main-d'œuvre permanente familiale est passée de 4,4 à 2,8 millions. Les saisonniers au contraire ont augmenté et atteint leur maximum en 1956-57 (cf. tableau n° 2).

Tableau n° 2

Effectif de travailleurs en exploitations de plus de 0,5 ha SAU (en milliers)

ANNEE	PERMANENTS			SAISONNIERS	TOTAL en milliers d'unités de travail (*)
	de famille	Salariés	Total		
Avant-guerre	4.433	753	5.186	1.490	3.852
1950/51	4.380	766	5.146	1.630	3.885
1955/56	3.580	552	4.132	1.970	3.172
1960/61	3.006	327	3.333	1.549	2.400
1961/62	2.930	295	3.225	1.538	2.318
1962/63	2.866	274	3.140	1.471	2.251
1963/64	2.777	257	3.034	1.387	2.195

(*) Unité de travail = 280 jours/année.

Source : Grüne Berichte 1956-64.

Dès cette année, ils ont diminué continuellement. Les chiffres du tableau n° 2 donnent une impression exagérée de l'importance des saisonniers et l'impression contraire pour les salariés permanents. Il serait plus réaliste de classer les saisonniers comme ouvriers occasionnels. La part des permanents dans l'exécution des travaux devrait être augmentée pour les raisons suivantes :

— Une grande partie des travailleurs familiaux sont des femmes, s'occupant du ménage.

— La plupart des travailleurs familiaux vivent dans des petites exploitations avec un chiffre élevé d'unités de travail pour 100 ha. Ils sont probablement sous-employés, et une partie de leur temps de travail n'est pas rationnellement mise à profit. C'est dans cette catégorie que l'exode est le plus fort.

— 60 % des salariés sont employés dans des exploitations de plus de 20 ha ; 17 % travaillent dans les 129.900 fermes de 20 à 50 ha de terre cultivée, 67 % dans les 17.000 fermes de plus de 50 ha. Les fermes de ces deux catégories, soit 10 % de l'ensemble des exploitations, cultivent 39 % de toute la superficie agricole. Leur part dans la production vendue devrait dépasser encore ce dernier pourcentage, parce que l'auto-consommation est relativement faible dans les plus grandes exploitations.

— Les salariés permanents, travailleurs à part entière (ce qui s'exprime dans le chiffre d'unités de travail), emploient tout leur temps à la production. Ils ne forment que 8,7 % des permanents, mais 12,2 % des unités de travail.

Limites de l'exode rural

En raison de sa composition d'après l'âge on devrait prévoir une diminution continuée du nombre des actifs agricoles. Dans les grandes exploitations, le chiffre des actifs par 100 ha de superficie agricole utile a atteint une position basse, qui s'approche au minimum possible dans les conditions techniques actuelles. Au contraire, y a-t-il dans les fermes de moins

de 20 ha une réserve, qui pourrait être mobilisée, si la mécanisation et l'organisation progressent. Naturellement, il est plus difficile de réorienter des hommes et femmes âgés dans de professions nouvelles, de les habituer au travail d'usine. La plus grande difficulté est la provision de logements et de services sociaux dans les centres industriels.

En outre, la mobilité baisse automatiquement avec la diminution des unités de travail par exploitation. Dans les petites fermes avec un nombre de travailleurs élevé par 100 ha, il n'y a dans chaque ferme qu'une ou deux personnes employées à part entière. L'emploi d'une personne — même dans une ferme de 2 ha SAU — est la dernière limite, le minimum absolu. Si cette personne change de profession, la ferme devra se transformer, devenir une ferme résidentielle, une occupation secondaire ou disparaître totalement comme unité de production agricole.

Mais, ce n'est qu'en théorie qu'une UTH par exploitation est le minimum absolu. Deux adultes au moins sont nécessaires pour assurer les travaux réguliers d'une ferme, sinon les travailleurs seraient soumis à long terme à une pression inhumaine. Le deuxième travailleur — le fils de l'exploitant ou un salarié — devrait régler la suppléance en cas de maladie, de congés, de cours professionnels, etc. La famille de l'exploitant cesse d'être une unité de travail, de production et de vie commune et autarcique. Elle a moins d'enfants que dans le passé. La cohabitation et coopération de plusieurs générations ne sont plus désirées ni désirables. C'est pour cette raison, et non par hasard, que l'exploitation à deux UTH est devenue une idée directive de la politique agricole en Suède, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en France. La ferme de l'avenir devrait disposer d'une superficie suffisante pour assurer l'emploi, et un revenu semblable à l'industrie, pour deux familles. Les constructeurs de machines agricoles, bien sûr, maintiennent la viabilité technologique d'un système d'équipement pour une personne. Les besoins sociaux de l'homme, par contre, nécessitent au moins la coopération de deux UTH.

Dans les fermes de grande culture dont les travaux sont exécutés par des salariés, les possibilités de rationalisation sont en grande partie épuisées, au moins étant données la technologie et l'organisation de fermes actuelles. Ce n'est qu'en excluant des branches entières de l'exploitation, ou en se spécialisant, que l'exploitant pourrait réduire fortement le nombre de ses salariés. Mais là, d'autres facteurs limitent l'action. La spécialisation permet la réduction des travailleurs, mais les risques naturels de la récolte ou de la production animale augmentent en même temps. En outre, dans bien des exploitations, des capitaux importants sont investis dans les bâtiments et dans leur équipement, et les intérêts de ces capitaux seraient taris si la branche de production correspondante était supprimée.

Calculant très grossièrement, on pourrait dire qu'une UTH serait nécessaire par tracteur. Un million environ de tracteurs nécessitent au moins le même chiffre de travailleurs. Dans l'avenir, l'effectif agricole allemand devrait se situer entre le chiffre actuel de 2,2 millions de UTH, et ce minimum d'un million. Le rythme de la décroissance et le chiffre « final » dépendent de plusieurs facteurs, peu faciles à calculer : entre autres, du développement général de l'économie, de la différence des salaires entre industrie et agriculture, des besoins en produits agricoles, des nouvelles méthodes et moyens de production.

D'autre part, quelques facteurs agissent dans une direction contraire, augmentant le besoin en travailleurs. Le désir des vachers de jouir de jours fériés et de vacances, ne peut être satisfait qu'en employant des ouvriers supplémentaires ; il en est de même pour les exploitations familiales à une UTH. Les nouvelles entreprises para-agricoles pour l'engraissage et la production d'œufs, auront également besoin d'ouvriers agricoles, mais pas employés par un exploitant agricole.

Responsabilité et dangers accrus

La technologie moderne et les nouvelles formes d'organisation des fermes et de la production ont multiplié la productivité des travailleurs (cf. tableau n° 3).

Les UTH sont passées de 3,85 millions, dès avant la guerre, à 2,2 millions en 1963-64, elles ont donc diminué de 43 %. Dans le même intervalle, la production agricole est passée de 33 à 53 millions d'unités céréalières, c'est-à-dire a augmenté de 38 %. La production par travailleur, a donc triplé. La valeur accrue par UTH a plus que triplé, passant de 2.300 à 7.250 Deutschmark.

La composition de la production agricole a changé (augmentation de la production animale), et la valeur de la monnaie a diminué. Pour cette raison, les ventes de produits agricoles ont quintuplé depuis l'avant-guerre en monnaie courante, et se sont multipliées par plus de 8, calculées par UTH.

Ces chiffres expriment les changements technologiques profonds, qui ont affecté l'agriculture ouest-allemande pendant ces quinze dernières années (1950-65). Les exploitants et les travailleurs familiaux ou salariés, ont fait preuve d'une adaptabilité qui a surpris tous les observateurs, et peut-être les travailleurs eux-mêmes.

Les nouvelles techniques ont multiplié la productivité du travail humain et en même temps introduit des risques nouveaux dans l'agriculture. Le million de tracteurs et les cent mille moissonneuses-batteuses ont fait de leurs chauffeurs des utilisateurs réguliers des grandes routes. Les constructeurs ont

Tableau n° 3 *Développement de la productivité du travail*

Année	Unités de travail (1 000) (2)	Production alimentaire (3)	Valeur accrue	Ventes totales	Production alimentaire en tonnes u. c. (5)	Valeur accrue	Ventes totales
			en millions RM/DM (4)		par unité de travail	en RM/DM (4)	
Avant-guerre ...	3.852	32.887	—	5.208	8,5	—	1.352
1950/51	3.885	34.025	8.930	9.414	8,8	2.300	2.423
1955/56	3.172	39.745	11.335	14.965	12,5	3.573	4.718
1960/61	2.400	49.417	14.105	20.172	20,6	5.877	8.405
1961/62	2.318	48.020	14.690	20.467	20,7	6.337	8.830
1962/63	2.251	49.921	14.855	22.735	22,2	6.599	10.100
1963/64	2.195	52.735	15.920	24.471	24,0	7.253	11.149

Source : Grüne Berichte ; calculs de l'auteur.

(2) Travailleurs + salariés.
(3) En milliers de tonnes d'unités céréalières.
(4) Reichsmark jusqu'à 1948, Deutschmark après 1948.
(5) En tonnes d'unités céréalières.

adapté ces machines à leurs tâches difficiles et changeantes, mais pas du tout aux hommes qui les conduisent. Le travail fréquent avec des produits chimiques très actifs, est un risque pour la santé humaine, mais aussi un danger pour les plantes, le bétail et toute la nature environnante. L'utilisation des agents chimiques en concentration surdosée, en temps défavorable, dans des conditions incorrectes, pourrait être destructive. L'agriculteur et son ouvrier ont vécu autrefois dans la nature, et se sont adaptés à elle. Aujourd'hui, ils interviennent de plus en plus activement dans le rythme de la nature, et ces interventions ont des conséquences durables. L'homme travaillant dans l'agriculture devrait donc posséder une connaissance plus approfondie de son travail que dans le passé.

Salaires augmentés, mais dépenses des patrons diminuées

Les salaires agricoles sont passés de 1,35 Deutschmark heure en 1956 à 2,61 DM en 1964 pour l'ouvrier normal. Mais les dépenses globales des patrons agricoles pour leurs salariés ont diminué en chiffres absolus dès 1955-56 et sont stables depuis quelques années (cf. tableau n° 4).

Tableau n° 4 *Ventes, dépenses et salaires en agriculture*

Année	Ventes 1	2 Dépenses agricoles	3 Surplus brut	4 Salaires (6)	Salaires en % des 5 ventes	Salaires en % des 6 dépenses	7 Salaire par heure en DM (7)	8 Salariés permanents (1 000)
	en millions RM/DM							
Avant-guerre	5.208	3.832	1.376	755	14,5	19,7	—	753
1950/51	9.414	7.095	2.319	1.384	14,7	19,5	—	766
1955/56	14.965	10.968	3.997	1.813	12,1	16,5	—	—
1960/61	20.172	14.985	5.187	1.594	7,9	10,6	1,82	327
1961/62	20.467	16.191	4.276	1.657	8,1	10,2	2,05	295
1962/63	22.735	16.669	6.066	1.742	7,7	10,5	2,24	274
1963/64	24.471	17.092	7.379	1.761	7,2	10,3	2,46	257
1964/65 (8)	25.500	18.000	7.500	1.823	—	—	—	—
	Indices (avant-guerre = 100)							
1950/51	181	185	169	183				102
1955/56	287	286	290	240				—
1960/61	387	391	377	211				43
1961/62	393	423	311	219				39
1962/63	437	435	440	231				36
1963/64	470	446	536	233				34
1964/65 (8)	490	480	—	—				—

Source : Grüne Berichte pour colonnes 1, 4, 7, 8 ; calculations de l'auteur pour colonnes 5, 6 et les indices.

(6) Salaires + contributions patronales à la Sécurité Sociale. (7) Salaires par heure pour hommes. (8) Prognose.

Les dépenses pour salaires et contributions patronales à la sécurité sociale ont atteint leur maximum en 1957-58, avec 2.100 millions Deutschmark. Trois ans plus tard, en 1960-61, elles avaient baissé de 24 % avec 1.594 millions DM et se sont maintenues depuis cette date presque au même niveau. La hausse de salaire de l'ouvrier individuel était donc surcompensée par la mécanisation, laquelle permettait de réduire plus fortement le nombre des travailleurs. Les montants des ventes et des dépenses de l'agriculture ont quintuplé depuis l'avant-guerre jusqu'en 1963-64, le surplus a augmenté de 436 % tandis que les salaires n'ont augmenté que de 133 %. Le contingent des salaires (Lohnquote) a baissé de 14,5 à 7,2 % des ventes totales, et de 19,7 à 10,3 % des dépenses totales. En conséquence, l'importance des salaires pour le budget de l'agriculture a fortement baissé. La diminution de l'effectif, et la productivité multipliée, ont eu un effet plus marqué que l'augmentation des salaires horaires.

Dans la comparaison internationale (cf. tableau n° 5) le salarié agricole allemand ne prend pas la tête. Sur dix pays de l'Europe occidentale, il n'occupe que la huitième place, tandis que la première position est tenue depuis 1957 par l'ouvrier suédois. Ce tableau compare les revenus réguliers — salaire et allocations familiales pour la famille moyenne de la statistique (à deux enfants) — selon les contrats collectifs et selon le salaire minimum établi par l'office des salaires agricoles en Angleterre. L'auteur a choisi le prototype du salarié permanent agricole de sexe masculin. En première ligne — part A du tableau 5 — les salaires et allocations familiales par heure sont calculées en Deustchmark. Le salaire le plus élevé est payé en Suède — 4,52 DM —, suivi à grande distance par la Norvège et le Danemark. L'Allemagne occidentale prend la sixième place, la France occupe la dernière. Les allocations familiales sont très élevées en France, Belgique et Suède, les plus basses au contraire en Norvège, Angleterre et Allemagne occidentale. Le revenu total de l'ouvrier agricole est donné en DM dans les colonnes 9-12. Les positions ont légèrement changé ; la France et l'Autriche se maintiennent aux dernières places, l'Allemagne est descendue à la 7ème position, précédée par les Pays-Bas.

Ce calcul en Deutschmark ne reflète que les cours officiels internationaux des monnaies. Cela ne suffit donc pas pour connaître le revenue réel des salariés. Dans ce but, les montants sont calculés en « unités relatives de pouvoir d'achat », reflétant le salaire réel, comparé à celui de l'ouvrier allemand. Le dernier calcul (voir les colonnes 9-12, partie B du tableau 5) montre finalement la Suède en tête, suivie de moins loin par le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, la Belgique, la Suisse. L'Allemagne prend la septième position de la liste, suivie par l'Angleterre, l'Autriche et la France.

Une comparaison entre salaires industriels et agricoles pour l'année 1964 montre une différence de 0,43 à 1,11 Deutschmark au désavantage des salariés agricoles, c'est-à-dire une différence de 43 %.

Changements sociaux

Les salaires agricoles ont augmenté sensiblement depuis 1949. Mais leur point de départ était extrêmement bas après le stop administratif de ceux-ci pendant les douze années de l'hitlérisme. Les rémunérations en nature ont disparu. On s'est rapproché du niveau des ouvriers industriels, mais la distance n'est pas surmontée. L'adaptation du système des salaires et des catégories de salariés aux rendements accrus et aux conditions de l'économie moderne ne progresse que très lentement. Les salaires des femmes sont encore plus bas que ceux des hommes. Cela n'étant pas compatible avec les traités de la C.E.E., on n'a que changé la définition (« salaires pour travaux légers » au lieu de « salaires pour femmes »). Les salaires diffèrent d'après les régions et les zones d'abattement. Cette différenciation ne s'accorde plus avec l'égalisation du coût de la vie dans tout le pays. Les prix payés par l'ouvrier agricole dans le village se rapprochent de plus en plus de ceux payés par son homologue dans les villes. L'échelle régionale ou géographique devrait être remplacée par un paiement unique pour tout le pays, mais différencié selon la qualité du travail, l'expérience et la formation du travailleur.

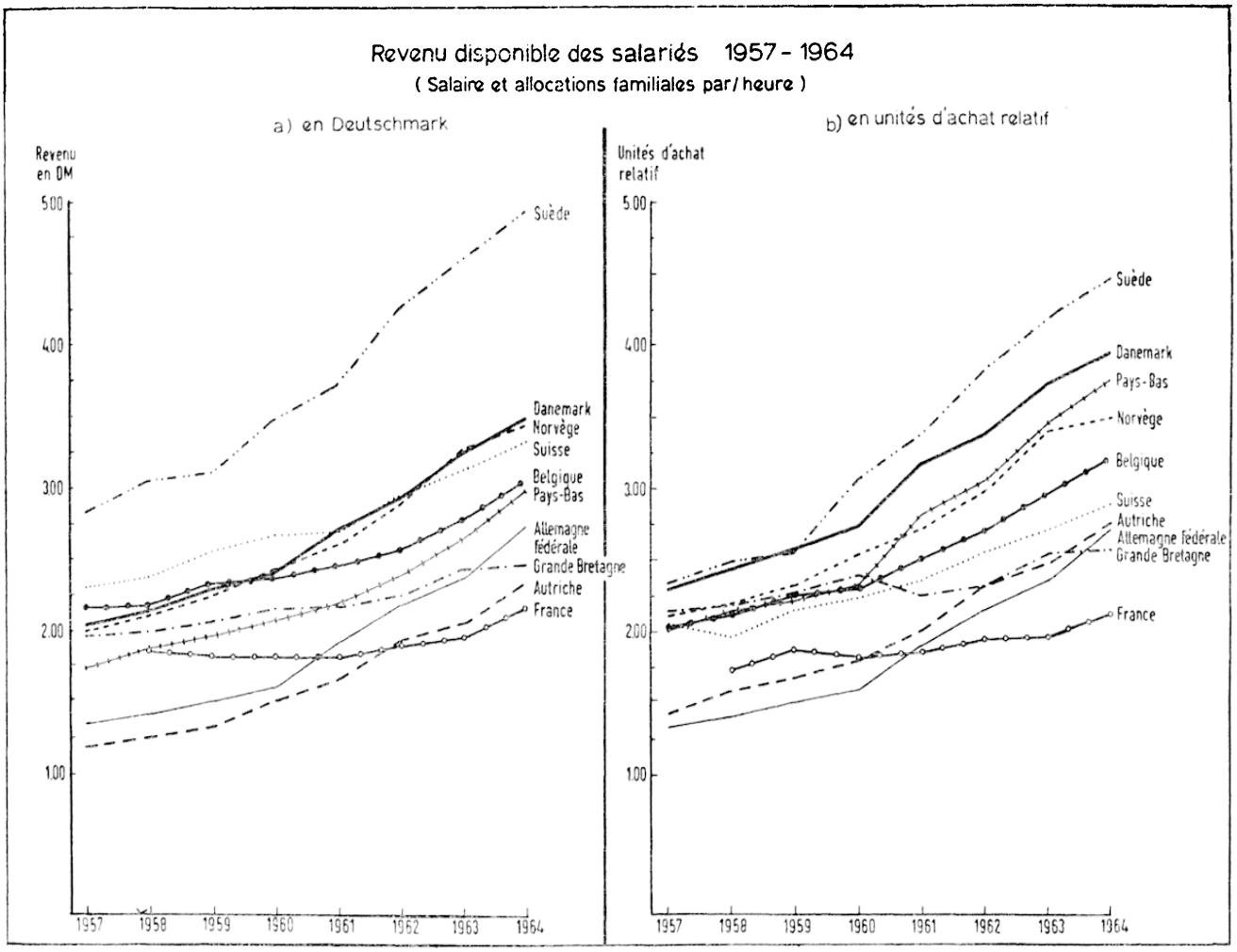
Il se passe une laps de temps entre les changements dans la réalité et la prise de conscience de ceux-ci par les intéressés. Mais d'une forme de vie héritée, l'agriculture est devenue une profession choisie ou refusée, dans un marché presque libre du travail. Il ne suffit plus d'hériter de l'expérience des ancêtres. Chacun a besoin d'un savoir compréhensif, renouvelé plusieurs fois pendant la vie professionnelle active de la même génération. Une profession technique moderne a besoin de jeunes travailleurs, attirés par des conditions de vie et des salaires attractifs et comparables avec d'autres vocations. La formation professionnelle doit être au niveau et adaptée au caractère de l'agriculture technique. De même pour les salaires. L'exode rural — on le comprend mieux aujourd'hui — est essentiel pour le progrès de la modernisation agricole. Actuellement, les responsables ont changé d'attiture envers cet exode, maudit autrefois comme cause principale de tous les maux de l'agriculture. On reconnaît son influence positive et on comprend la nécessité de l'organiser rationnellement, à la fois pour retenir les hommes techniquement capables, et pour donner aux sortants, de meilleures chances dans leur nouvelle profession.

Tableau n° 5

Revenu disponible des salariés agricoles (salaires + allocations familiales) en dix pays de l'Europe occidentale 1957-64

Pays	1. Salaire par heure				2. Allocations familiales (pour 2 enfants) par heure de travail				3. Revenu disponible (1. + 2.)			
	1957	1960	1963	1964	1957	1960	1963	1964	1957	1960	1963	1964
A - *en Deutschmark*												
Belgique	1,79	1,99	2,31	2,53	0,36	0,37	0,45	0,50	2,15	2,36	2,76	3,03
Allemagne Fédérale	1,35	1,60	2,24	2,61	—	—	0,12	0,12	1,35	1,60	2,36	2,73
Danemark	1,96	2,32	3,03	3,25	0,08	0,08	0,22	0,22	2,04	2,40	3,25	3,47
France (9)	1,26	1,22	1,39	1,57	0,59	0,59	0,56	0,58	1,85	1,81	1,95	2,15
Angleterre	1,86	2,05	2,33	2,36	0,10	0,10	0,09	0,09	1,96	2,15	2,42	2,45
Pays-Bas	1,52	1,87	2,39	2,66	0,22	0,19	0,25	0,31	1,74	2,06	2,64	2,97
Norvège	1,92	2,32	3,17	3,34	0,08	0,09	0,09	0,09	2,00	2,41	3,26	3,43
Autriche	1,00	1,30	1,71	1,98	0,18	0,21	0,33	0,34	1,18	1,51	2,04	2,32
Suède	2,64	3,16	4,23	4,52	0,19	0,31	0,36	0,41	2,83	3,47	4,59	4,93
Suisse	2,10	2,37	2,75	2,95	0,20	0,29	0,36	0,36	2,30	2,66	3,11	3,31
B - *en unités d'achat relatif*												
Belgique	1,67	1,93	2,45	2,64	0,34	0,36	0,47	0,53	2,01	2,29	2,92	3,17
Allemagne Fédérale	1,35	1,60	2,24	2,61	—	—	0,12	0,12	1,35	1,60	2,36	2,73
Danemark	2,18	2,64	3,47	3,70	0,09	0,09	0,25	0,25	2,27	2,73	3,72	3,95
France (9)	1,18	1,23	1,40	1,56	0,55	0,59	0,57	0,58	1,73	1,82	1,97	2,14
Angleterre	2,04	2,29	2,45	2,48	0,11	0,11	0,10	0,10	2,15	2,40	2,55	2,58
Pays-Bas	1,74	2,13	3,13	3,37	0,26	0,21	0,33	0,39	2,00	2,34	3,46	3,76
Norvège	2,02	2,45	3,30	3,39	0,09	0,09	0,10	0,10	2,11	2,54	3,40	3,49
Autriche	1,20	1,55	2,07	2,37	0,22	0,25	0,41	0,41	1,42	1,80	2,48	2,78
Suède	2,17	2,79	3,87	4,09	0,16	0,27	0,33	0,37	2,33	3,06	4,20	4,46
Suisse	1,84	2,00	2,40	2,56	0,18	0,24	0,31	0,31	2,02	2,24	2,71	2,87

(9) Les chiffres français sont inclus à partir de 1958, pas en 1957.

Revenu disponible des salariés 1957 - 1964

(Salaire et allocations familiales par/heure)